

P. S. D.

## CELLULE DE LA CITE UNIVERSITAIRE

Comment et pourquoi "occupe-t-on" les étudiants de MONSIGNY et d'ailleurs ?

Depuis près de deux mois (ce qui correspond à la constitution du nouveau Gouvernement) il n'est plus question, dans les milieux TUNISIENS à PARIS que de ce qui se passe à MONSIGNY. A plusieurs reprises, les Résidents ont occupé les lieux après l'éviction subite et injustifiée de l'ancien Directeur, les tracts succèdent aux communiqués et, la Police Française est souvent sur les lieux pour constater (devant la défection et l'absence permanente de la nouvelle Direction) les violences provoquées par des agitateurs étrangers à la Résidence.

S'il s'était agi d'un problème local de gestion administrative d'une Résidence ou du remplacement d'une personne par une autre, cela n'aurait pas ému grand monde, même pas les Résidents (ce fût bien le cas l'an dernier à la Cité Universitaire). Mais, tout le monde est bien persuadé qu'il s'agit d'autre chose de plus grave. Il est difficile de ne pas se rendre compte du malaise qui règne un peu partout et particulièrement chez les jeunes. Depuis la tenue du Congrès du Parti, nous assistons à une épuration systématique à tous les niveaux, dans l'appareil politique et administratif du Parti et de l'Etat. Cette épuration a pris la forme d'un règlement de compte à grande échelle, tous les prétextes étant bons pour cela, on n'a même plus besoin de déguiser l'opération, la pudeur et la morale politique n'étant plus de mise, la justification officielle avancée est que le changement des personnes aux centres de décisions les plus élevées entraîne un changement à tous les niveaux et, ici nos références sont solides et incontestables puisque c'est le Secrétaire Générale Adjoint du Parti et Ministre des Affaires Etrangères qui présente lui-même cet "argument" d'une haute valeur dialectique, comme preuve d'un grand sens de la responsabilité (sic) "en TUNISIE çà grenouille, tout est affaire de personnes".

Dès lors le problème et les choix sont clairs ; devant la prise de conscience de plus en plus grande de la majorité des militants du Parti du sens de l'action entreprise depuis le dernier congrès, on a cherché des palliatifs et multiplié les manoeuvres de diversion à tous les niveaux, on a d'abord commencé par les règlements de comptes personnels qui tiennent le plus à coeur ; les fonctionnaires non soumis aux intérêts personnels des individus sont congédiés ou mutés (Ministère de l'Intérieur - Police, près d'un millier de fonctionnaires touchés par des mesures administratives ; à l'Education Nationale, dans la majorité des Sociétés Nationales, parmi les Gouverneurs etc ...). Par ailleurs, on a recours maintenant aux méthodes policières les plus détestables : surveillance permanente des Destouriens gênants (et ils sont légions!), même et surtout les responsables au Comité Central et dans les cellules, tables d'écoutes téléphoniques branchées sur les appareils de ces mêmes personnes (tout comme il y a eu une "police parallèle") qui permet aux "éminences grises" de régler leurs comptes personnels. C'est malheureusement dans ce cadre que s'inscrit le changement de direction administrative, opéré à MONSIGNY pour lequel aucune justification n'a été fournie.

Le résultat escompté de ces séries de mesures étant la soumission par la peur d'une part, et d'autre part occuper les individus par leurs problèmes personnels de façon à éviter que les véritables problèmes nationaux ne soient posés, cette politique concertée et décidée par des stratèges de triste mémoire s'étend à plusieurs domaines.

Ainsi, le même Premier Ministre, Secrétaire Général du Parti, après avoir été Président de la Commission Supérieure, à moins de 3 mois d'intervalle, décide de rétablir le taux de la bourse des étudiants de TUNIS qu'il a avait emputé de 5 Dinards. Pourtant, les arguments essentiels présentés cet été par lui-même et son Gouvernement semblaient irréfutables :

- Le budget de la nation ne peut plus supporter des dépenses aussi lourdes de l'Education Nationale, on ne peut plus trouver l'argent

- Il paraîtrait inadmissible que ces bourses fassent vivre non seulement les étudiants qui en bénéficient mais souvent leur famille (comme si le même Etat qui dispense ces bourses n'avait pas les responsabilités des familles qui sont dans le besoin).

Où et comment a-t-on trouvé les fonds nécessaires, introuvables 2 mois plus tôt ? Quelles raisons majeures ont refuté les arguments soutenus par les responsables pour justifier la décision ? Le mystère est entier.

Rien de fondamental n'ayant changé dans les données du problème, on ne peut s'empêcher de penser qu'il s'agit en fait d'une mesure démagogique destinée, d'une part à faire un cadeau appréciable aux nouveaux responsables de l'Education Nationale pour leur permettre de gagner la sympathie du milieu étudiant et de mettre les mesures impopulaires sur le compte de l'ancien Ministre, d'autre part à donner plus de crédibilité à l'action de l'U.G.E.T. dont la Direction est contestée.

Par ailleurs, ces derniers jours, la campagne d'envoi de télégrammes de remerciements, d'appui et d'allégeance a repris à propos de l'établissement d'une allocation vieillesse comme si elle constituait un acte de générosité suprême. En fait, cette mesure ne touche qu'un nombre relativement peu élevé de personnes à qui elle prodigue une rente réellement insignifiante par rapport aux besoins et à l'augmentation du coût de la vie. Comment ne pas la juger démagogique et s'inscrivant dans la même politique de diversion à l'échelle nationale, lorsqu'on constate la disproportion trop flagrante entre l'intérêt véritable de cette mesure et l'exploitation qui en a été faite comme manifestation de la bienveillance et du bon sens des responsables actuels.

Pour les militants conscients de leurs responsabilités tout ceci se tient et constitue une ligne de conduite politique que nous ne pouvons entériner.

Ce qui se passe à MONSIGNY n'est que le prolongement de ce que nous constatons à TUNIS, c'est pourquoi nous refusons de "marcher" dans les manoeuvres de diversions.

Si nous appuyons aujourd'hui les revendications des camarades résidents et destouriens à MONSIGNY pour ce qui est de la cogestion, c'est que nous pensons que tous les Tunisiens ont maintenant droit à cette "cogestion"

Le peuple Tunisien n'a plus besoin de tutelle, il est mûr pour se gérer lui-même et il est légitime que les étudiants, force vive de la nation et du Parti affirment fermement cette revendication.

Notre conscience militante nous dicte de poser les problèmes réels que l'on cherche à masquer : l'exigence démocratique prend tout son sens lorsque la politique de l'Etat devient soumise aux humeurs des personnes de l'aveu même des responsables.

Nous voulons aujourd'hui que l'<sup>immunité</sup>~~unanimité~~ des militants remplace la "chasse aux sorcières" que le respect des droits des personnes surtout dans l'exercice de leur profession, remplace les épurations politiques et les tracasseries policières, c'est parce que nous sommes plus que jamais attachés aux idéaux du Parti et aux décisions du dernier congrès que nous contestons la légitimité usurpée par des actes d'allégeance dictés. La légitimité réelle du PARTI à laquelle nous nous soumettons et celle de la participation de tous et d'abord de militants engagés et conscients, aux décisions à tous les niveaux et la répartition juste des richesses c'est-à-dire au socialisme que l'on ne cesse de dénaturer. Nous ne pouvons nous taire devant le retour à des structures économiques capitalistes et à la prépondérance des notabilités donc de l'arbitraire.

Pour ces raisons essentielles et pour faire le point avec ceux qui ce sont mis aux postes de responsabilités, nous avons tenu comme beaucoup de nos camarades des cellules d'Europe à ne pas convoquer d' A.G. électorale en l'absence d'un membre mandaté du bureau politique. Nous avons voulu remuer la léthargie traditionnelle et éviter les élections formelles. Avisée de cette attitude depuis 1 mois 1/2 ; la direction actuelle du Parti affiche mépris et ignorance totale. Nous ne voulons pas croire qu'il s'agit en fait d'une manifestation de mauvaise conscience ou d'une absence de conviction, ou de vie du Parti à l'échelle nationale.

Cela ne nous empêchera pas de continuer à militer plus passionnément peut être pour apporter notre contribution à la réalisation de l'idéal socialiste du Parti, et des décisions du dernier congrès malgré leurs limites et insuffisances.

Que ces réflexions soient entendues et méditées pour que le Parti retrouve son existence et sa vigueur.

Camarade

Comme tu l'as pu constater, les A.G. de l'U.G.E.T. à Paris connaissent, cette année, une affluence peu coutumière.

Il était temps que le mouvement étudiant retrouve sa vigueur et sa force d'avant-garde

Depuis des années, il a été paralysé par les menées subversives et fractionnelles d'étudiants se disant plus démocrates que d'autres mais qui refusent, le cas échéant, de se plier aux décisions de la majorité.

L'U.G.E.T., maintenant, se retrouve.

Il a fallu pour cela beaucoup de patience, beaucoup d'efforts. Cela a été l'œuvre des militants qui sont restés au sein de l'UGET et qui n'ont jamais désespéré. Ils n'ont pas abdiqué comme certains. Ils n'ont pas déserté comme d'autres. Ils n'ont pas non plus constitué des groupuscules qui se croyaient les seuls dépositaires de la vérité.

Ils ont accepté de rester à l'U.G.E.T. et c'est parce qu'ils y sont restés, que l'U.G.E.T. commence, maintenant, à retrouver sa vocation syndicale; défendre réellement les intérêts matériels et moraux de tous les étudiants tunisiens. *(Demande par TAP)*

C'est parce qu'ils y sont restés que certains, ceux là même qui ont déserté l'U.G.E.T., dénigré l'U.G.E.T., arrivent aujourd'hui à comprendre combien était nuisible le travail fractionnel qu'ils ont mené en dehors de l'U.G.E.T. et contre elle.

Les voilà qui réintègrent l'U.G.E.T. et s'attèlent à la tâche. L'Union a besoin du concours de tous les militants, de quelque tendance qu'ils soient, à la seule condition qu'ils respectent la charte et se plient aux décisions de la majorité.

Beaucoup d'étudiants ont compris cela. D'autres, une minorité aigrie, s'entêtent à ne pas croire. Le renouveau que connaît aujourd'hui l'Union leur coupe le souffle. Ils n'ont plus rien à dire, alors ils s'agitent.....de rage. Ignorons-les!

Camarades,

Fidèles à la charte, nous continuerons l'oeuvre commencée depuis des années et qui commence à donner ses fruits, nous militerons, tous ensemble, pour faire de l'U.G.E.T.

- une organisation authentiquement démocratique. *(elle n'est pas)*
- une centrale syndicale puissante et efficace.
- une avant-garde, fermement résolue à consolider les acquis du peuple Tunisien, à oeuvrer pour l'édification d'une Tunisie authentiquement socialiste.

Paris, le 22 Février 1970

P.S.D. Cellule de la C.I.U.P.

C.A. de Paris